

2. — COLOMBIE.

Deuxième Congrès National des organisations indiennes (18/22 février 1986).

Du 18 au 22 février 1986 a eu lieu, dans la banlieue de Bogota, le deuxième Congrès National des organisations indiennes de Colombie. Le bilan des quatre années écoulées depuis le précédent Congrès (cf. *Journal de la Société des Américanistes*, t. LXVIII, pp. 234-235) s'est placé sous le signe de l'unité affirmée et désirée. Cette rencontre a eu lieu à un moment particulièrement délicat pour le pays. Les deux traumatismes qui ont marqué la fin de l'année 85 — catastrophe volcanique et assaut meurtrier du Palais de Justice occupé par la guerrilla — ont confirmé respectivement la vénalité des administrations locales et la vulnérabilité des institutions démocratiques en face d'une subversion prête à tout, et d'une hiérarchie militaire résolue à combattre pied à pied la guerrilla, avec ses méthodes propres et au mépris des efforts de paix déployés par le pouvoir politique. Il faut à cela ajouter l'incertitude créée par la perspective d'élections présidentielles trois mois après la tenue du Congrès.

Les conclusions tirées par les dix commissions, réunissant plus de neuf cents délégués et siégeant pendant cinq jours, apparaissent dans UNIDAD INDIGENA, journal publié par l'organisation nationale indienne. Ce passage de l'éditorial montre comment les groupes indiens doivent faire face de tous côtés : « Nous vivons dans un pays où sont présents l'Église, le gouvernement, les libéraux, les conservateurs, les communistes, les guerrilleros ; et à toutes ces forces nous nous trouvons confrontés nous Indiens ». Église, État, politique et violence. Si l'Église est évoquée en premier, c'est d'abord parce qu'elle demeure l'institution la plus présente dans les ex-territoires de missions. C'est aussi parce qu'elle est à l'heure actuelle traversée de scissions autour du débat concernant son engagement social et politique. C'est enfin parce que les missions protestantes venues des États-Unis sont omniprésentes.

Outre l'unité, invoquée par chaque commission dans ses résolutions, les congressistes ont pris parti pour :

- la solidarité, au sein de cette « société injuste », avec les autres secteurs « marginalisés et exploités », notamment les ouvriers et les paysans ;
- la continuation de la lutte pour la récupération ou la conservation des terres, contre les colons éleveurs, les cultivateurs de coca destinée au trafic, les chercheurs d'or ou d'émeraudes, les compagnies pétrolières, la Caisse de Crédit Agricole qui, profitant d'un imbroglio juridique touchant des terres jadis exploitées pour le caoutchouc, tente d'en spolier les communautés indiennes qui les occupent ; également auprès de l'Institut national de la réforme agraire pour que les territoires ayant actuellement la statut de *Reserva* passent à celui de *Resguardo*, qui seul garantit la propriété de plein droit sur la terre ;
- le contrôle par les groupes indiens du processus de leur développement éco-

- nomique et social ; il est mis l'accent sur le problème de la distribution des marchandises produites, sur le désir que l'utilisation des aides officielles soit supervisée par les autorités traditionnelles, et enfin sur la nécessité que les organismes financiers accordent des crédits adaptés aux conditions particulières des communautés ;
- le rejet d'une législation faite par les non-Indiens au profit des non-Indiens ; la reconnaissance de lois et normes orales, traditionnelles, parfaitement adaptées aux formes de vie et de pensée indiennes ;
 - Le rejet de l'électoratisme des partis politiques traditionnels ;
 - la neutralité en face « des deux armées », i.e. militaires et guerrilleros ; la démilitarisation des territoires indiens, notamment dans le sud du pays où la situation est en permanence explosive ;
 - la dénonciation des pratiques ethnocidaires des « Églises catholique et protestante » ; le Congrès répudie la présence du Summer Institute of Linguistics et demande la révocation définitive de son contrat avec l'État ;
 - sur le terrain éducatif, la propagation des expériences bilingues biculturelles aux zones encore assujetties au régime national ; l'unification des normes alphabétiques, trop souvent disparates car tributaires des institutions concurrentes ; la collaboration avec les deux Universités qui délivrent une maîtrise en linguistique aborigène ;
 - l'encouragement à la création de stations radiophoniques en langues vernaculaires qui, contrairement aux media actuels, diffusent des contenus capables de sensibiliser les Indiens ;
 - la récupération de la médecine traditionnelle et l'utilisation de la médecine officielle sans que cela suppose la dépendance dans laquelle beaucoup de communautés sont tenues aujourd'hui.

François QUEIXALOS.